



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité – Travail

\*\*\*\*\*

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU TRESOR  
ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

\*\*\*\*\*

DIRECTION DE LA DETTE  
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



## BULLETIN STATISTIQUE DE LA DETTE PUBLIQUE PREMIER TRIMESTRE 2026



*Publié en juin 2026*

## **Message du Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique**

Ce bulletin Statistique, publié trimestriellement par la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) du Ministère des Finances et du Budget, constitue un outil de transparence et de pilotage de la dette publique de la République Centrafricaine.



Il fournit aux autorités publiques, aux partenaires techniques et financiers, aux investisseurs et au public une information structurée détaillée qui permet d'apprécier :

- l'évolution du niveau d'endettement;
- la structure et la composition du portefeuille de la dette;
- les flux financiers entrants et sortants ;
- les risques associés et;
- les engagements suivis au titre des entreprises publiques et de la Mairie de Bangui

  
**Serge OUARASSIO MONKOMSSE**



## SOMMAIRE

<b>I. INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
II. FAITS MARQUANTS .....	4
III. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE.....	4
IV. FLUX DE LA DETTE.....	4
V. ACTIVITÉ DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS .....	6
VI. DÉCAISSEMENTS SUR EMPRUNTS .....	8
VII. SERVICE PRÉVISIONNEL ET RÈGLEMENTS DE LA DETTE .....	9
VIII. SITUATION DES ARRIÉRÉS .....	11
IX. ENCOURS ET STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE .....	12
X. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE .....	14
XI. INDICATEURS DE COÛTS, RISQUES ET DE VIABILITÉ.....	17
XII. SITUATION DES DETTES CROISÉES .....	21
XIII. CONCLUSION .....	23
XIV. NOTE MÉTHODOLOGIQUE, ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE .....	24



## I. INTRODUCTION

Dans le cadre de la mise en œuvre des réformes de gestion des finances publiques, le Ministère des Finances et du Budget de la République Centrafricaine poursuit ses efforts visant à améliorer la transparence, la régularité de la diffusion et la qualité des statistiques de la dette publique. Ce bulletin statistique, relatif aux données du premier trimestre 2026, s'inscrit dans cette dynamique de redevabilité. Il présente une analyse détaillée de l'évolution de l'encours, de la structure du portefeuille, du service prévisionnel, des règlements effectifs, ainsi que des indicateurs de coûts, de risques et de viabilité de la dette publique.

A fin mars 2026, l'encours de la dette publique de la République Centrafricaine (dette hors arriérés) est estimé à **946,93 milliards FCFA**. En intégrant les arriérés cumulés, le stock total de la dette publique (encours + arriérés) ressort à **1 112,15 milliards FCFA**, marquant une hausse par rapport à fin décembre 2025 (**1 092,23 milliards FCFA**). Cette hausse est principalement tirée par la dynamique du marché intérieur des Titres Publics (BTA et OTA), qui constitue un levier majeur de financement pour l'État.

Rapporté au Produit Intérieur Brut (PIB)<sup>1</sup>, ce stock représente un taux d'endettement de **53,8 %**, inférieur au critère communautaire de convergence de la CEMAC fixé à 70 % du PIB.

La dette intérieure demeure la principale composante du portefeuille, représentant **758,21 milliards FCFA** (soit **68,2 %** du stock total), tandis que la dette extérieure s'établit à **353,94 milliards FCFA** (soit **31,8 %** du stock total). Cette prédominance de la dette intérieure en monnaie locale constitue un facteur d'atténuation du risque de change.

Au cours du premier trimestre 2026, le service de la dette a exercé une pression sur la trésorerie de l'État, représentant **40,93 %** des recettes budgétaires<sup>2</sup> mobilisées sur la période. Le montant total des règlements effectifs s'est élevé à **20,02 milliards FCFA** (dont **0,37 milliard FCFA** au titre de la dette extérieure et **19,65 milliards FCFA** pour la dette intérieure). En dépit de ces efforts, l'accumulation de nouveaux arriérés courants s'est poursuivie à hauteur de **13,57 milliards FCFA**, portant le total des arriérés cumulés à **165,22 milliards FCFA**.

Le coût moyen du portefeuille de la dette publique s'établit à 2,7 % à fin mars 2026. Le portefeuille présente un profil entièrement à taux fixe, éliminant ainsi le risque de taux d'intérêt de marché. La durée moyenne de vie globale du portefeuille (ATM) est estimée à 5,5 ans (9,5 ans pour la dette extérieure contre 4,5 ans pour la dette intérieure), traduisant un risque de refinancement élevé sur le marché domestique où la maturité moyenne reste courte.

<sup>1</sup> Le montant du PIB utilisé est de 2 068 milliards de FCFA

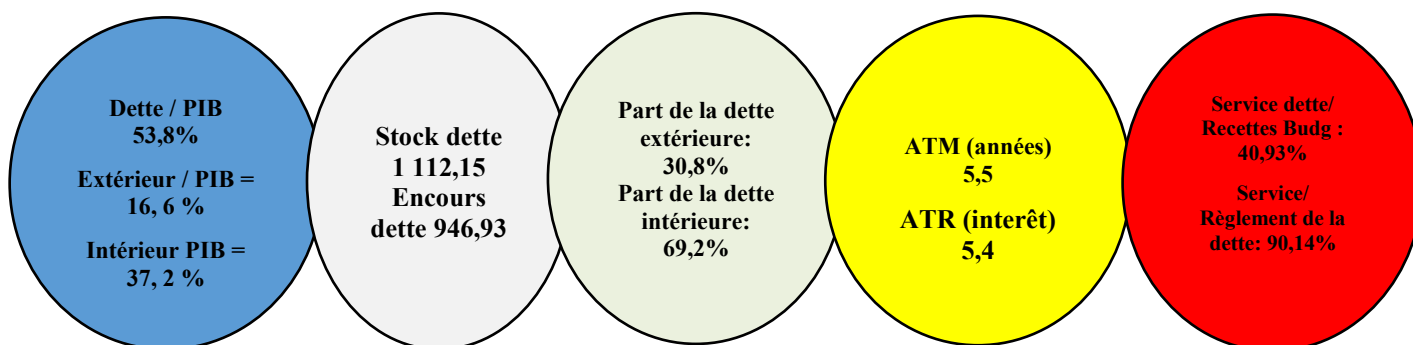
<sup>2</sup> Le montant des recettes budgétaires est de 54,26 milliards de FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre



## II. FAITS MARQUANTS

- Publication de la note d'information aux investisseurs 2026.
- Publication du rapport d'évaluation de la Stratégie d'endettement à moyen terme.

## III. CHIFFRES CLÉS DE LA DETTE PUBLIQUE



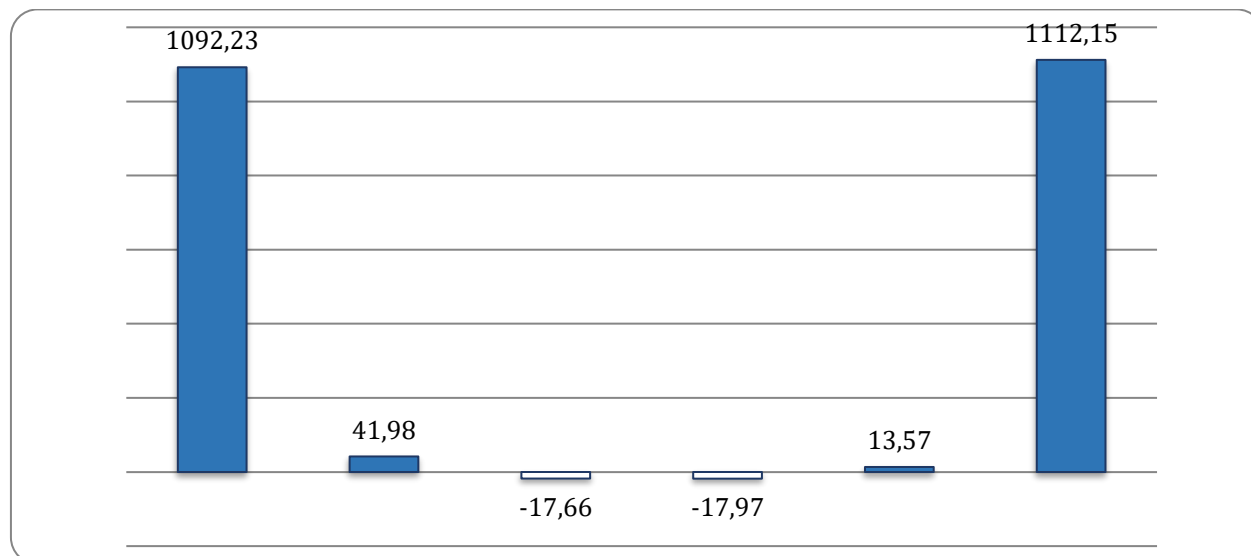
## IV. FLUX DE LA DETTE

*Tableau 1 : Décomposition de la variation du stock de dette (à fin mars 2026)*

Flux de dette	Mds FCFA
<b>Stock fin décembre 2025</b>	<b>1092,23</b>
+ Décaissements	0
+ Émissions des Titres Publics	41,98
- Amortissement	-17,66
± Effets de change	-17,97
+ Accumulation des arriérés courants	13,57
<b>Stock fin mars 2026</b>	<b>1112,15</b>

Source: DDPE



**Figure 1 : Variation du stock de la dette (Milliards FCFA)**

Source: DDPE

**Encadré 1** : La figure met en évidence une légère progression du stock de la dette publique entre fin 2025 et fin mars 2026, celui-ci passant de **1 092,23 milliards FCFA** à **1 112,15 milliards FCFA**, soit une augmentation nette de **19,92 milliards FCFA**. Cette évolution résulte principalement des **émissions de Titres Publics** qui ont mobilisé **41,98 milliards FCFA**, contribuant positivement à l'accroissement de l'encours de la dette.

Toutefois, cette hausse a été partiellement atténuée par les **remboursements du principal** de **17,66 milliards FCFA** ainsi que par les **effets favorables de change** évalués à **17,97 milliards FCFA**, qui ont contribué à réduire le stock de la dette. Par ailleurs, l'**accumulation d'arriérés courants** de **13,57 milliards FCFA** a exercé une pression haussière supplémentaire sur l'encours.

Dans l'ensemble, la dynamique observée traduit une gestion de la dette marquée par un recours au marché des titres publics pour couvrir les besoins de financement de l'Etat, tandis que les opérations de remboursement et les variations de change ont permis de contenir partiellement la progression du stock.



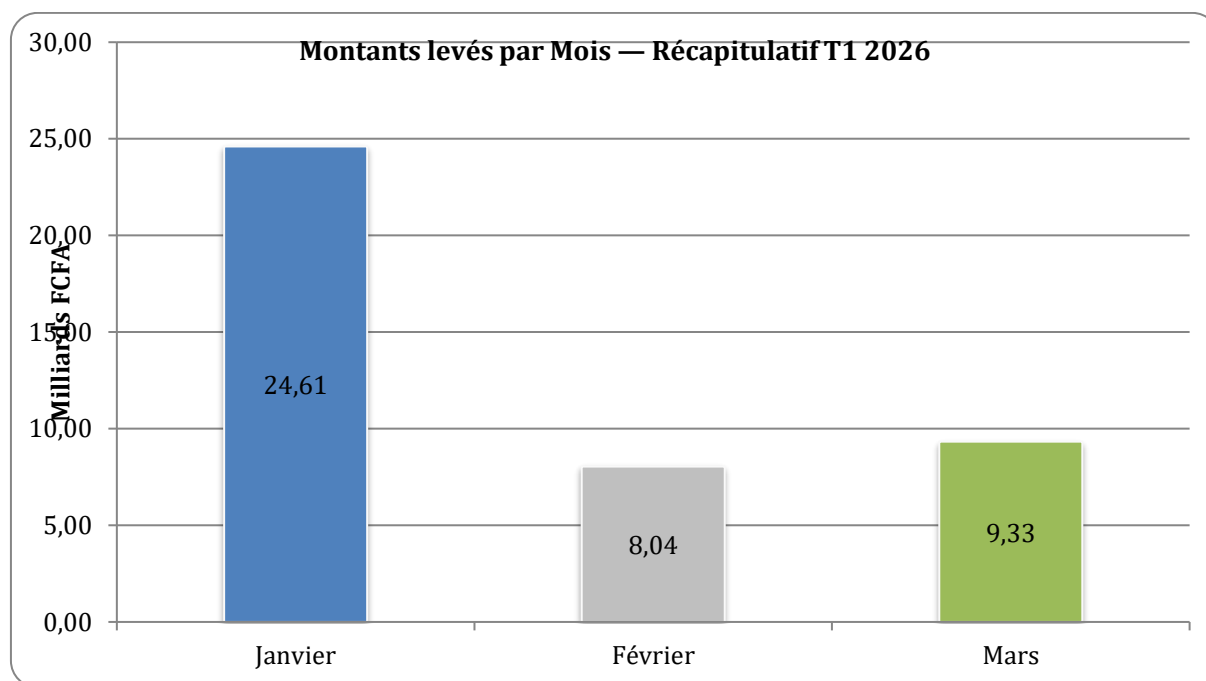
## V. ACTIVITÉ DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

**Tableau 2 : Situation des émissions de Titres Publics T1(2026)**

Mois	Instrument	Maturité	Technique d'adjudication	Taux de Coupon (%)	Prix Moyen (%)	Taux de Souscription (%)	Montant Levé (Mds FCFA)
Janvier	OTA	3 ans	Adjudication	6,50%	90,50	96,07	12,00
Janvier	OTA	2 ans	Adjudication ONC	6,25%	91,84	59,78	9,84
Janvier	OTA	4 ans	Adjudication	6,75	90,50	5,36	0,27
Février	OTA	3 ans	Adjudication	6,25%	90,62	90,62	8,01
Février	OTA	4 ans	Adjudication	6,75	90,00	0,60	0,03
Février	OTA	2 ans		6,25	91,93	103,64	2,50
Mars	OTA	4 ans	Adjudication	6,62	91,11	49,42	9,33
<b>TOTAL T1 2026</b>							<b>41,98</b>

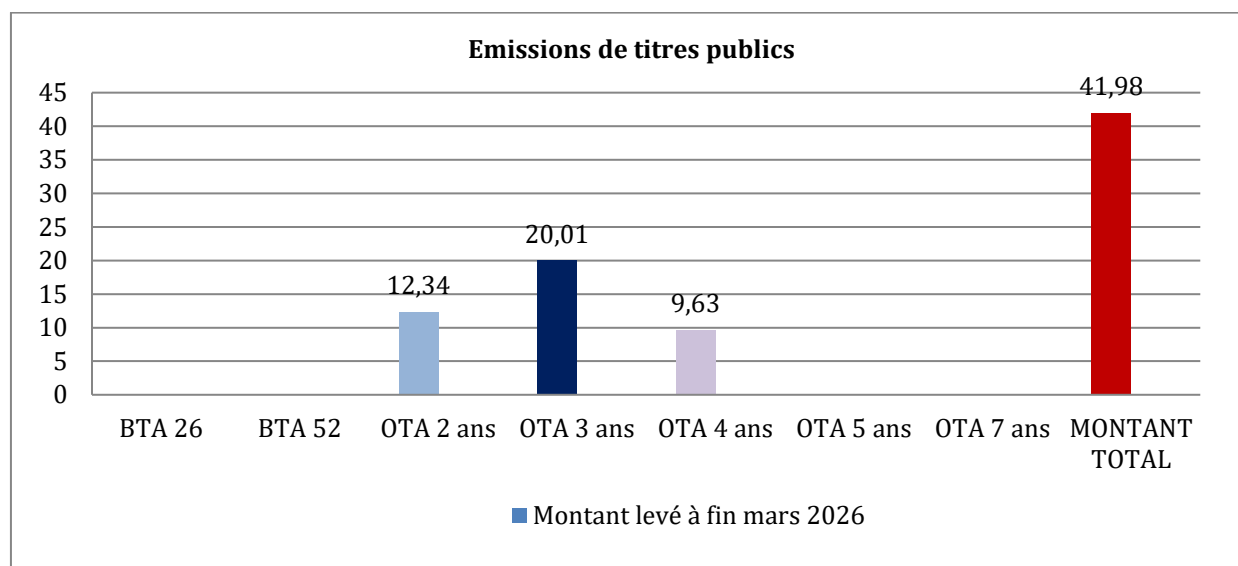
Source: DDPE

**Figure 2: Evolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin mars 2026**



Source : DDPE





Source : DDPE

**Encadré 2** : le graphique présente une mobilisation de 41,98 milliards FCFA sur le marché des Titres Publics au cours du premier trimestre 2026, avec une répartition inégale des levées entre les différents mois.

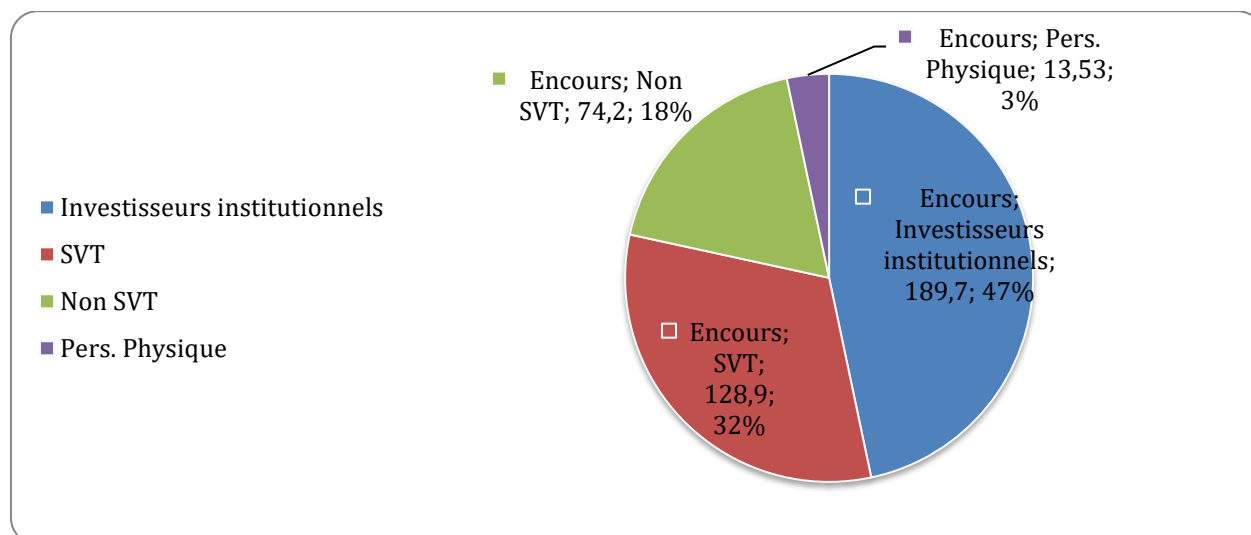
Les émissions du trimestre montrent une forte concentration sur le mois de janvier (24,60 milliards FCFA, soit 58,6 % du total). L'État a principalement émis des OTA à 3 ans et 2 ans, avec des taux de coupon compris entre 6,25 % et 6,75. La demande des investisseurs demeure concentrée sur les maturités de deux à trois ans, traduisant une préférence pour les placements de moyen terme dans un contexte de tension sur la liquidité bancaire. Aucune émission de BTA au premier trimestre 2026 n'a été réalisée.

**Tableau 3 : Répartition de l'encours par détenteurs des Titres Publics**

Catégorie	Encours détenteurs des Titres
Investisseurs institutionnels	189,7
Spécialiste en Valeur du Trésor	128,9
Investisseurs Non SVT	74,2
Personne Physique	13,53
Total	406,33

Source: DDPE



**Figure 3: Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA (Fin Mars 2026, en Mds FCA)**

**Encadré 3 :** La part des détenteurs des Titres Publics au premier trimestre est caractérisée par la prédominance des investisseurs institutionnels (caisses de retraite, compagnies d'assurance, fonds de pension) (46,7 %) et des banques (SVT) qui détiennent ensemble plus de 78 % du portefeuille de titres publics. La part des personnes physiques reste marginale à 3,3 %, soulignant la nécessité de développer l'éducation financière et de diversifier la base d'investisseurs.

## VI. DÉCAISSEMENTS SUR EMPRUNTS

**Tableau 4 : Décaissements par créancier T1 (2026)**

Créanciers / Mois	Janvier	Février	Mars	Total T1 2026 (Mds FCFA)
<b>AFD</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>ARABIE</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>BADEA</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>FMI</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>FIDA</b>	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
<b>TOTAL T1 2026</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>

Source: DDPE

**Encadré 4 :** Au cours du premier trimestre 2026, aucun décaissement n'a été enregistré sur les emprunts extérieurs auprès des principaux partenaires au développement (AFD, FSD, BADEA, FMI). Le pays a connu une suspension des décaissements du FMI et des retards d'exécution des projets;

## VII. SERVICE PRÉVISIONNEL ET RÈGLEMENTS DE LA DETTE

Tableau 5 : Service prévisionnel de la dette à fin mars 2026

Libellé	Janvier	Février	Mars	TOTAL T1
<b>DETTE EXTÉRIEURE</b>	0,50	0,08	1,37	1,94
Bilatérale — Principal	0,36	0,05	1,20	1,61
Bilatérale — Intérêts	0,08	0,00	0,17	0,25
Multilatérale — Principal	0,04	0,02	0,00	0,07
Multilatérale — Intérêts	0,01	0,004	0,00	0,01
<b>DETTE INTÉRIEURE</b>	6,56	12,05	1,66	20,27
Principal	6,40	10,48	1,06	17,93
Intérêts	0,16	1,57	0,61	2,34
<b>TOTAL SERVICE PRÉVISIONNEL</b>	<b>7,05</b>	<b>12,13</b>	<b>3,03</b>	<b>22,21</b>
Principal	6,81	10,55	2,25	19,61
Intérêts	0,25	1,58	0,78	2,60

Source: DDPE

Figure 4: Evolution du service prévisionnel à fin mars 2026

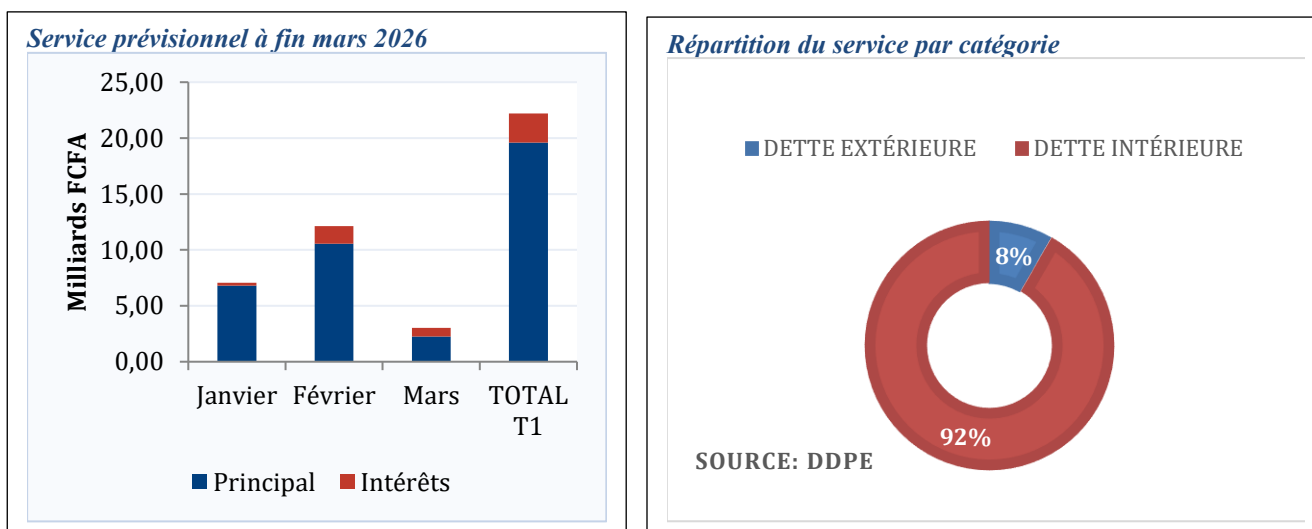
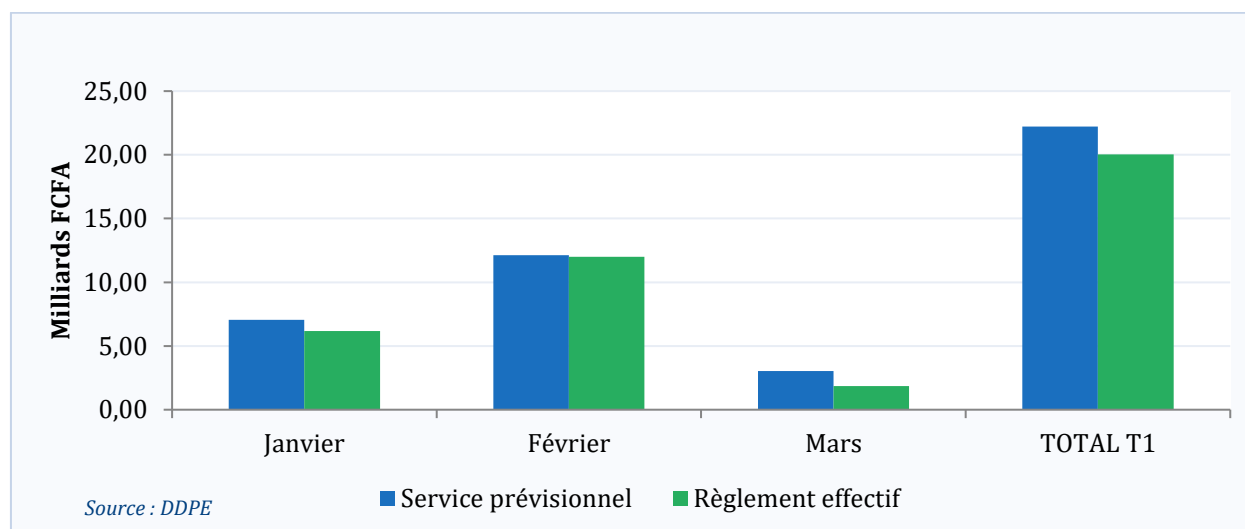


Tableau 6: Règlements effectifs de la dette

Libellé	Janvier	Février	Mars	TOTAL T1
<b>DETTE EXTÉRIEURE</b>	0,00	0,00	0,37	0,37
Bilatérale — Principal	0,00	0,00	0,20	0,20
Bilatérale — Intérêts	0,00	0,00	0,02	0,02
Multilatérale — Principal	0,00	0,00	0,11	0,11
Multilatérale — Intérêts	0,00	0,00	0,05	0,05
<b>DETTE INTÉRIEURE</b>	6,17	11,99	1,49	19,65
Principal	6,01	10,38	0,96	17,35
Intérêts	0,16	1,61	0,53	2,30
<b>TOTAL RÈGLEMENTS EFFECTIFS</b>	<b>6,17</b>	<b>11,99</b>	<b>1,86</b>	<b>20,02</b>

Source: DDPE

Figure 5: Evolution des règlements effectifs VS service prévisionnel de la dette à fin mars 2026



**Encadré 5 :** Au cours du premier trimestre 2026, l'État a réglé effectivement **20,02 milliards FCFA** sur un service prévisionnel de **22,21 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution global de **90,14 %**. La dette extérieure a été réglée à hauteur de **0,37 milliard FCFA** contre **1,94 milliard FCFA** prévus. Le faible taux d'exécution de la dette extérieure a contribué à l'accumulation d'arriérés extérieurs courants et pourrait affecter les relations avec certains partenaires financiers en l'absence d'un plan d'apurement progressif

En revanche, la dette intérieure a été honorée à hauteur de **96,9%** (**19,65 milliards FCFA** réglés sur **20,27 milliards FCFA** prévus), principalement pour préserver la crédibilité de la signature de l'État sur le marché régional des Titres Publics.



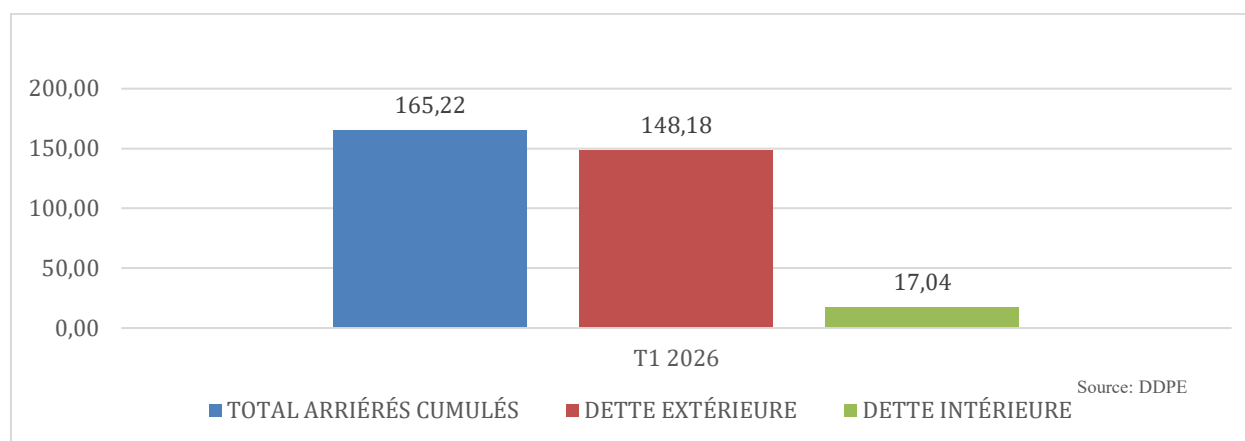
## VIII. SITUATION DES ARRIÉRÉS

**Tableau 7 : Évolution des arriérés entre à fin Mars 2026 (Milliards FCFA)**

Libellé	T1 2026
<b>DETTE EXTÉRIEURE</b>	<b>148,18</b>
Arriérés bilatéraux	142,4
Arriérés multilatéraux	5,76
<b>DETTE INTÉRIEURE</b>	<b>17,04</b>
<b>TOTAL ARRIÉRÉS CUMULÉS</b>	<b>165,22</b>

Source: DDPE

**Figure 6 : Evolution des arriérés cumulés à fin mars 2026**

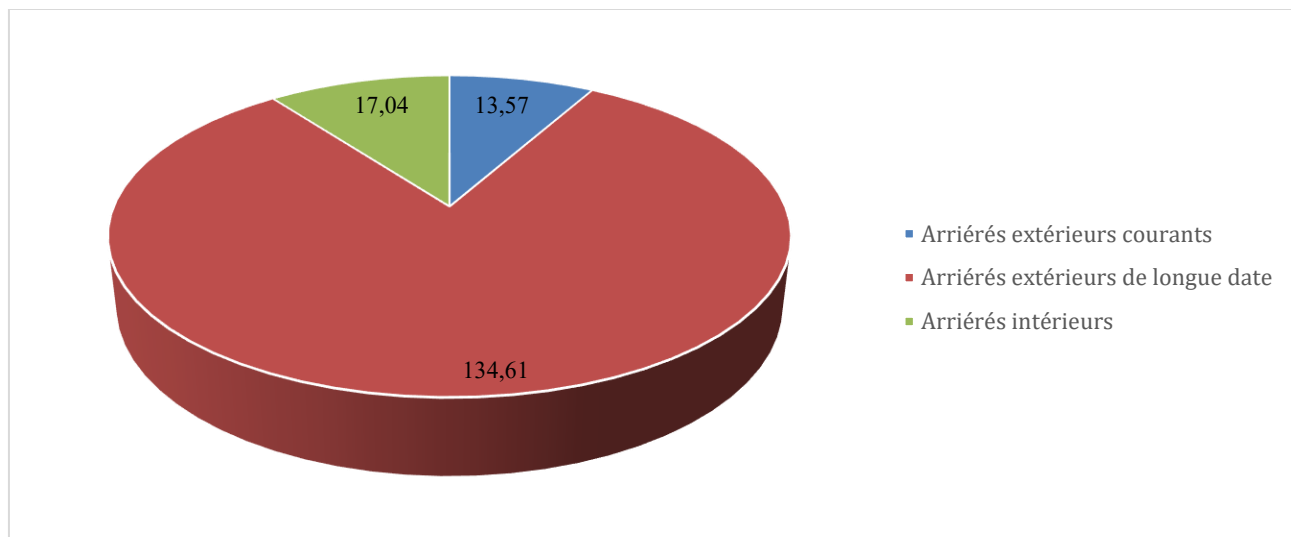


**Tableau 8 : Répartition des arriérés par nature**

Nature des arriérés	Montant (Milliards FCFA)	Part (%)
<b>Arriérés extérieurs courants (T1 2026)</b>	13,57	8,21 %
<b>Arriérés extérieurs de longue date (historiques)</b>	134,61	81,47 %
<b>Arriérés intérieurs</b>	17,04	10,31 %
<b>TOTAL</b>	<b>165,22</b>	<b>100,0 %</b>

Source: DDPE



*Figure 7 : Répartition des arriérés par nature (fin mars 2026)*

**Encadré 6 :** À fin mars 2026, le stock cumulé des arriérés s'élève à **165,22 milliards FCFA**. La grande majorité des arriérés cumulés est constituée d'arriérés extérieurs de longue date (**81,47 %**), envers les créanciers non membres du Club de Paris et en attente de renégociations. Les arriérés courants du trimestre (**13,57 milliards FCFA**) reflètent les tensions de liquidité à court terme. Les arriérés intérieurs sont constitués essentiellement de la dette sociale et commerciale (**17,04 milliards FCFA** soit **0,92%** du PIB), nécessitant des mesures d'apurement progressif pour soutenir la stabilité budgétaire et sociale.

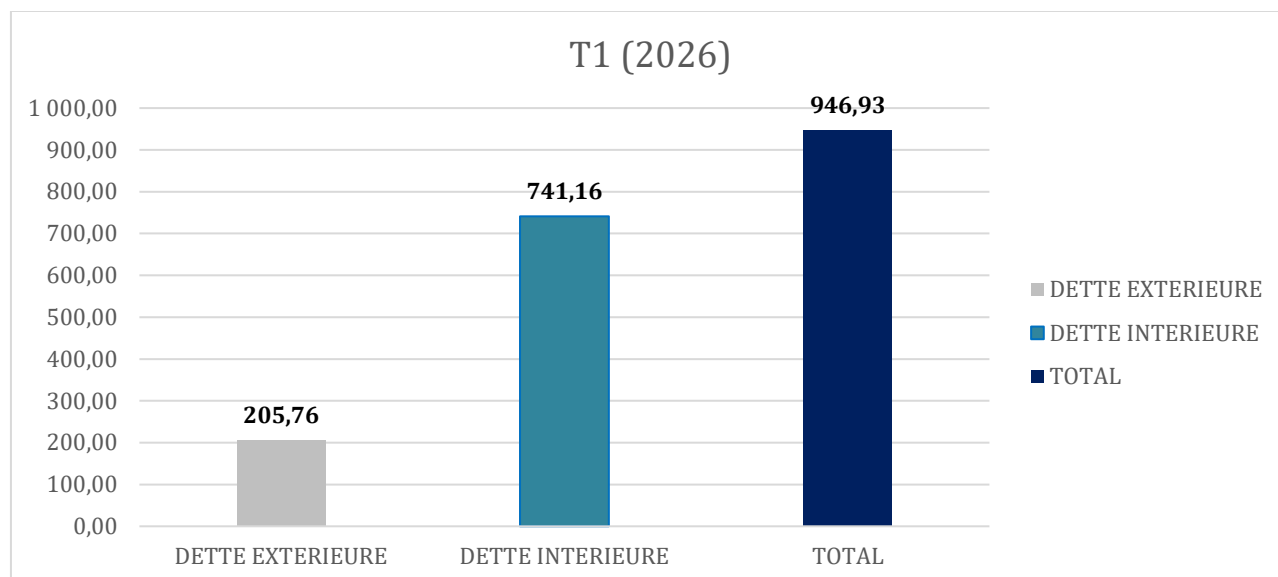
## IX. ENCOURS ET STOCK DE LA DETTE PUBLIQUE

*Tableau 9 : Évolution de l'Encours à fin mars 2026*

Libellé	Encours (Milliards FCFA)	Part (%)
<b>ENCOURS EXTÉRIEUR</b>	<b>205,76</b>	<b>21,7 %</b>
Bilatéraux	98,67	10,4 %
Multilatéraux	107,09	11,3 %
<b>ENCOURS INTÉRIEUR</b>	<b>741,16</b>	<b>78,3 %</b>
Dette du marché (BTA/OTA)	406,33	42,9 %
Autre dette intérieure	334,83	35,4 %
<b>TOTAL ENCOURS</b>	<b>946,93</b>	<b>100,0 %</b>

Source: DDPE



**Figure 8: Evolution des encours à fin mars 2026**

Source: DDPE

**Encadré 7** : L'encours de la dette a atteint un montant global de **946,93 milliards FCFA** à la fin du premier trimestre 2026, sous l'effet d'un recours accru au financement intérieur via le marché des titres publics de la CEMAC. La dette extérieure demeure relativement stable comparativement à la dette intérieure à cause de l'absence des décaissements et des nouveaux emprunts.

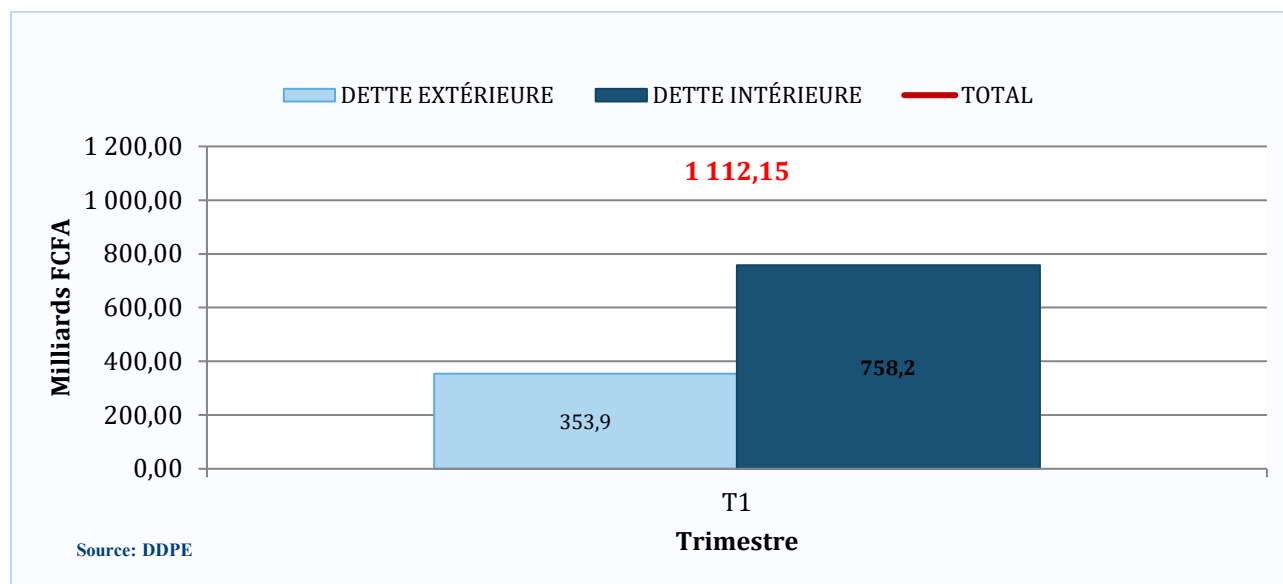
**Tableau 10 : Évolution du Stock (Encours + arriérés cumulés)**

Libellé	Stock (Milliards FCFA)	Part (%)
<b>DETTE EXTÉRIEURE</b>	<b>353,94</b>	<b>31,8 %</b>
Bilatéraux (Encours + Arriérés)	241,07	21,7 %
— Multilatéraux (Encours + Arriérés)	112,87	10,1 %
<b>DETTE INTÉRIEURE</b>	<b>758,21</b>	<b>68,2 %</b>
— Dette du marché (BTA/OTA)	406,33	36,5 %
— Autre dette intérieure	334,83	30,1 %
— Arriérés intérieurs	17,04	1,5 %
<b>TOTAL STOCK</b>	<b>1 112,15</b>	<b>100,0 %</b>

Source : DDPE



Figure 9: Evolution du stock à fin mars 2026



**Encadré 8** : Le stock total de la dette (encours de la dette + les arriérés) estimé à 1 112,15 milliards FCFA au 1<sup>er</sup> trimestre 2026, est porté par la dette intérieure (758,2 Milliards FCFA, soit 68% du stock total) alors que la dette extérieure demeure stable (353,94 soit 31,8%). Le montant des arriérés se chiffre à 165,22 milliards FCFA (à fin mars 2026).

## X. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE

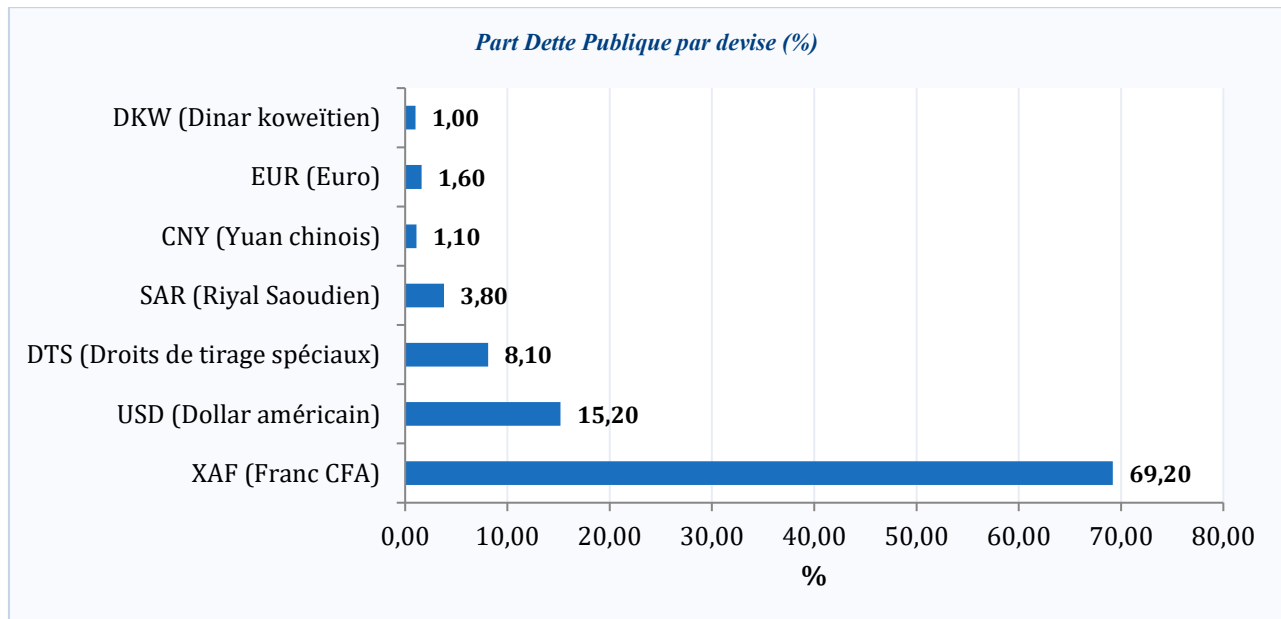
Tableau 11 : Répartition par devise à fin mars 2026

Devise	Part (%)
XAF (Franc CFA)	69,20
USD (Dollar américain)	15,20
DTS (Droits de tirage spéciaux)	8,10
SAR (Riyal Saoudien)	3,80
CNY (Yuan chinois)	1,10
EUR (Euro)	1,60
DKW (Dinar koweïtien)	1,00
<b>TOTAL</b>	<b>100,00</b>

Source: DDPE



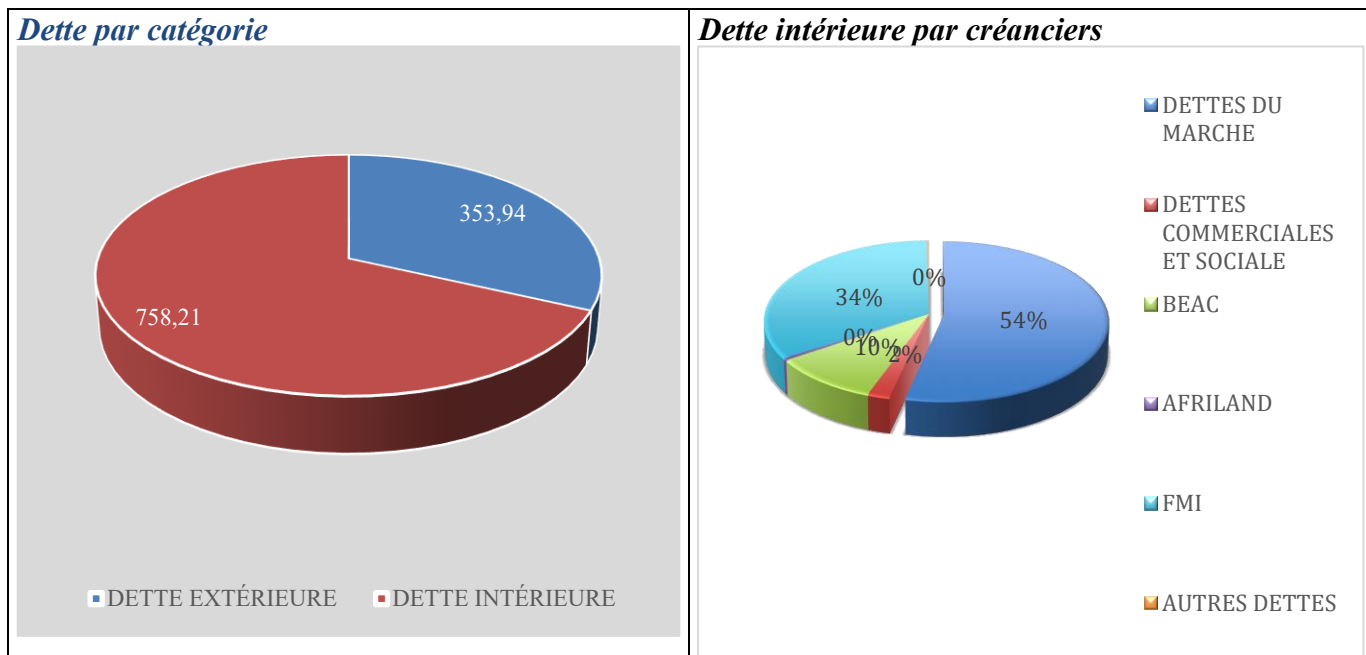
**Figure 10: Composition du portefeuille de la dette publique par devise (fin Mars 2026)**



**Encadré 9 :** La composition par devise du portefeuille de la dette publique détermine le niveau d'exposition de l'État aux fluctuations des taux de change.

Le portefeuille de la dette publique reste largement dominé par le Franc CFA (69,20 %), ce qui protège l'État contre le risque de change pour plus des deux tiers de ses engagements. L'exposition aux devises concerne principalement le Dollar américain (15,20 %) et le DTS (8,10 %). La parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro (1,60 % du portefeuille) élimine également tout risque de change sur cette devise.

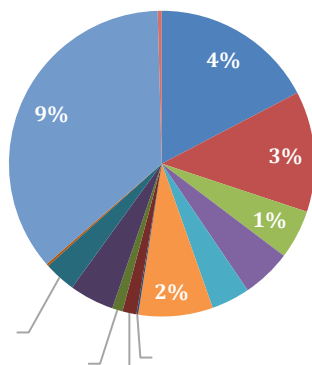
**Figure 11: Ventilation de la dette publique par créancier (en % du stock, fin mars 2026)**



### Dette bilatérale par créanciers

(Part en % du stock des créanciers bilatéraux)

- ARABIE SAOUDITE
- INDE
- ANGOLA
- CHINE
- AFD
- ARGENTINE
- CT-CONSOLIDES

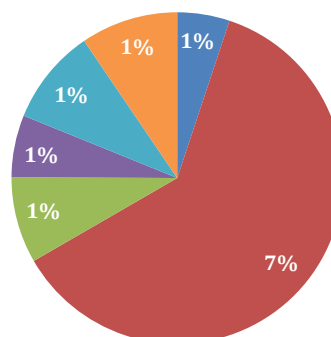


SOURCE: DDPE

### Dette multilatérale par créancier

(Part en % du stock des créanciers bilatéraux)

- OFID
- BANQUE MONDIALE
- BAD
- BDEAC
- FIDA
- BADEA



SOURCE: DDPE

**Encadré 10** : Le portefeuille bilatéral est fortement concentré autour de quelques partenaires : Taiwan (9%), Arabie Saoudite (4 %), Chine (1%), Angola (1 %) et Inde (3 %). Cette concentration accroît le risque de dépendance envers un nombre limité de créanciers.

Le portefeuille multilatéral extérieur est dominé par l'IDA/Banque mondiale (7 %). Cette structure confirme la forte dépendance aux financements concessionnels.

La dette du marché domestique (BTA/OTA) constitue le premier levier de financement intérieur avec 54 % de l'enveloppe de la dette interne.



## XI. INDICATEURS DE COÛTS, RISQUES ET DE VIABILITÉ

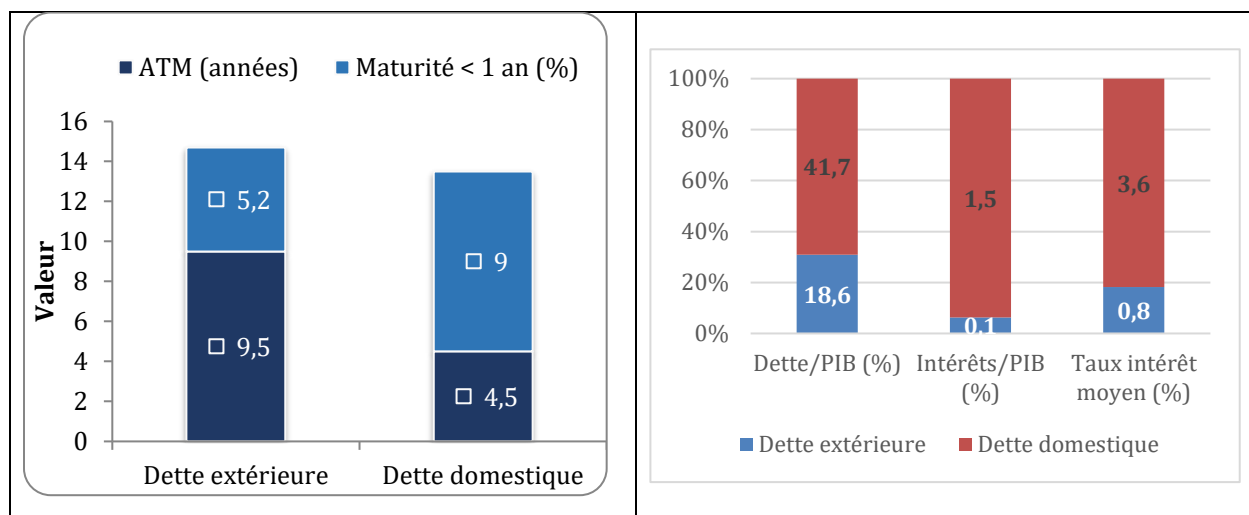
*Tableau 11 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique*

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette domestique	Dette totale
<b>Montant (en millions de XAF)</b>		353,94	758,21	1 112,15
<b>Montant (en millions d'USD)</b>		558,5	1 255,2	1 813,7
<b>Dette nominale en pourcentage du PIB</b>		16,6	37,2	53,8
<b>Valeur actuelle en pourcentage du PIB</b>		13,2	35,7	48,8
<b>Coût de la dette</b>	Paiements d'intérêts en pourcentage du PIB	0,1	1,3	1,4
	Taux d'intérêt, moyenne pondérée (%)	0,8	3,6	2,7
<b>Risque de refinancement</b>	ATM (années)	9,5	4,5	5,5
	Dettes arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du total)	5,2	9,0	8,2
	Dettes arrivant en maturité dans 1 an (en pourcentage du PIB)	0,5	3,1	3,3
<b>Risque de taux d'intérêt</b>	ATR (années)	9,5	4,3	5,4
	Dettes dont le taux doit être refixé dans un an (% du total)	5,2	15,4	13,3
	Dettes à taux fixe incluant les Bons (% du total)	100,0	100,0	100,0
	Bons du Trésor	0,0	7,5	6,0
<b>Risque de taux de change</b>	Dettes en devises (en pourcentage de la dette totale)			21,6
	Dettes en devises à court terme (en pourcentage des réserves)			3,2

Source: DDPE



Figure 12: Les indicateurs ATM, Part de la dette à maturité &lt; 1 an (%) et cout de la dette



**Encadré 11:** L'analyse des coûts et des risques permet d'évaluer la robustesse du portefeuille face aux chocs de marché.

- **Coût et Concessionnalité :** la dette extérieure reste faiblement coûteuse et largement concessionnelle, avec un taux d'intérêt moyen de **0,8 %** et une maturité moyenne de **9,5 ans**, contre **3,6%** et **4,5 ans** pour la dette intérieure.
- **Risque de Refinancement :** le portefeuille domestique présente des risques de refinancement plus élevés, avec **9%** de la dette arrivant à échéance à moins d'un an, contre **5,2 %** pour la dette extérieure. Cela souligne la nécessité d'allonger la maturité des émissions de titres publics (OTA) et de maintenir le recours aux financements concessionnels.
- **Risque de taux d'intérêt :** quant à lui est nul grâce à la prédominance des financements à taux fixe.
- **Risque de taux de change :** reste modéré avec **21,6 %** de la dette totale libellée en devises.

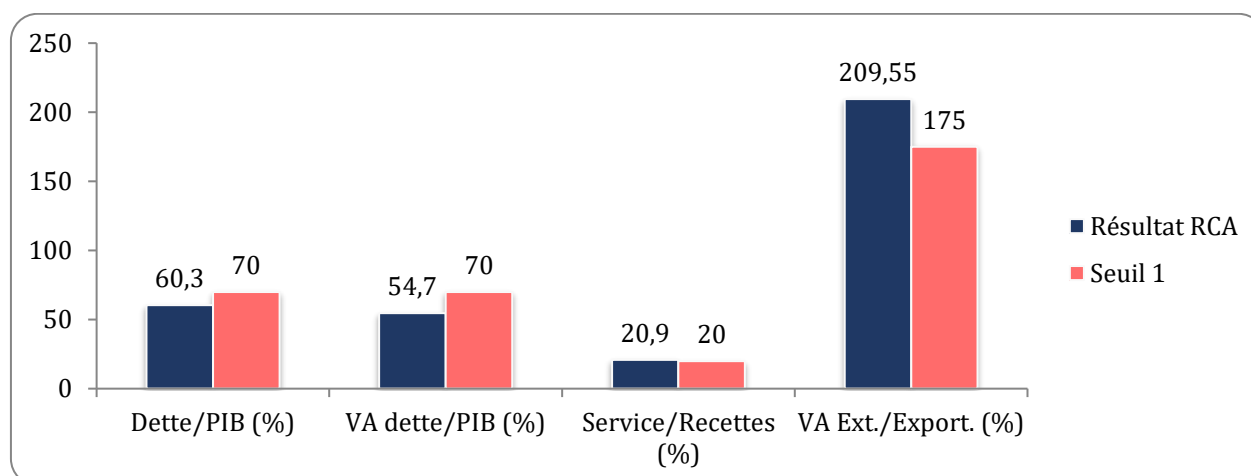
Tableau 12 : Indicateurs de viabilité

Indicateurs	Seuil CEMAC	Résultat RCA 2026	Alerte
Dette nominale / PIB (%)	70 %	53,8%	☑ Conforme
Valeur actuelle (VA) dette / PIB (%)	55%	48,8%	☑ Conforme
Service de la dette / Recettes publiques (%)	20 %	40,93%	⚠ Dépassement
VA Dette Extérieure / Exportations (%)	150 %-200 %	ND	

Source: DDPE



Figure 13: Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA (Fin Mars 2026)



Source: DDPE

**Encadré 12** : Les indicateurs de soutenabilité montrent que le ratio dette publique/PIB demeure soutenable, avec 48,8 % en valeur actualisée contre 53,8% en valeur nominale, inférieurs au seuil communautaire de la CEMAC (70 % du PIB). La structure du portefeuille est dominée par la dette intérieure, alors que la dette extérieure reste modérée.

Toutefois, certains indicateurs de flux dépassent les seuils de viabilité: le ratio service de la dette/recettes publiques atteint 40,93 % (contre un seuil de 20 %), traduisant une pression accrue sur les ressources budgétaires.

Tableau 13 : Matrice des risques du portefeuille de la dette (T1 2026)

Catégorie de Risque	Niveau	Indicateur Clé	Commentaire
Risque de Taux d'Intérêt	Faible	~100% à taux fixe	Exposition nulle aux variations de taux
Risque de Refinancement	Élevé	La durée Moyenne (ATM) est de 4,5 ans (domestique.)	Profil de maturité court sur la dette intérieure
Risque de Change	Modéré	21,6% en devises	Atténué par 69,20% en monnaie locale (XAF)
Risque Budgétaire	Élevé	Service/Recettes : 40,93%	Au-dessus du seuil de 20%
Risque de Liquidité	Modéré	Accès au marché maintenu	accès au marché régional
Risque de Concentration	Élevé	Certains créanciers > 25%	Forte concentration sur le marché intérieur et bilatéral

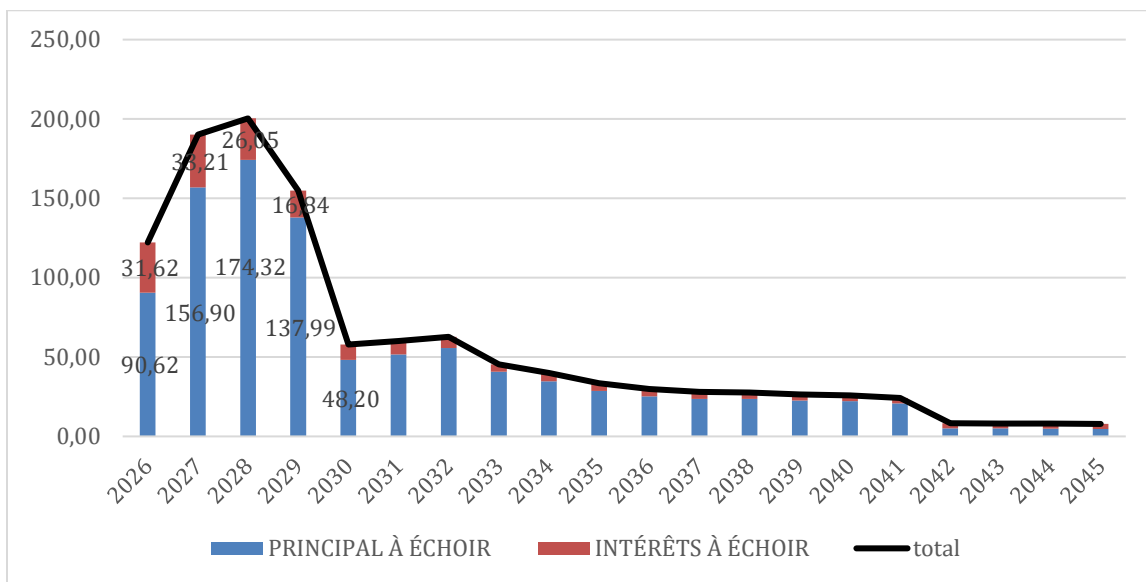
Source : DDPE



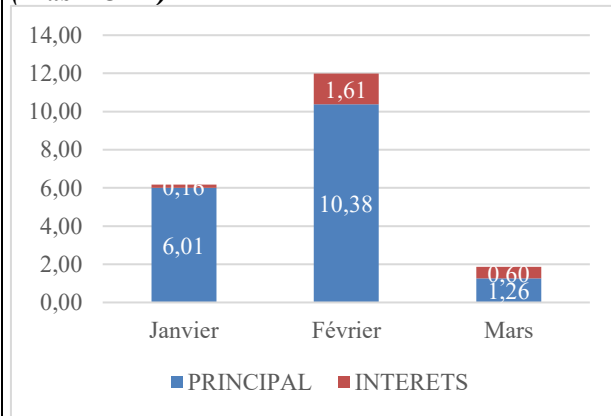
**Encadré 13 : Recommandations :**

1. Accélérer la mobilisation des recettes fiscales intérieures pour réduire le ratio service/recettes en dessous du seuil de 20 %.
2. Maintenir la part de la dette en monnaie locale au-dessus de 35 % afin de limiter durablement le risque de change.
3. Éviter les emprunts à taux variable sur les marchés internationaux dans le contexte actuel de taux d'intérêt élevés.
4. Allonger la maturité des titres publics émis sur le marché régional (privilégier les OTA à 4-5 ans) et recourir prioritairement aux dons et prêts hautement concessionnels.

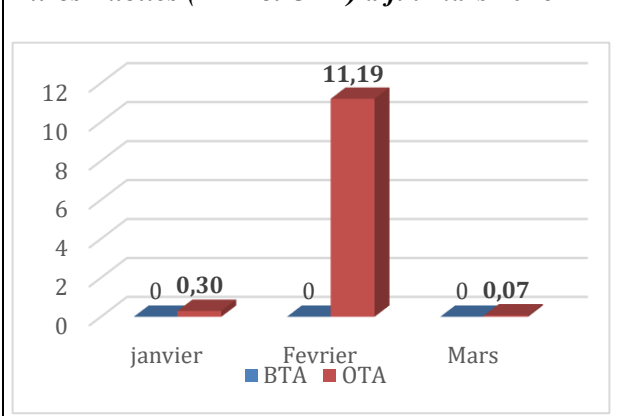
**Figure 14: Projection du service de la dette publique de 2026- 2045 (en Mds FCFA)**



**Figure 15 : Profil mensuel : Principal et Intérêts (Mds FCFA)**



**Figure 16: Profil de remboursement mensuel des Titres Publics (BTA et OTA) à fin mars 2026**



**Encadré 14 :** Le graphique ci-dessus présente l'évolution projetée du service de la dette publique de la RCA entre 2026 et 2045, ventilé entre le remboursement du principal et les paiements d'intérêts. Le service de la dette atteint un pic vers 2027 ( $\approx 68$  milliards FCFA) avant de diminuer progressivement jusqu'en 2045. Le principal constitue la composante majeure du service, tandis que les intérêts baissent progressivement. La trajectoire reste favorable, malgré une forte pression à court terme sur la trésorerie. Elle souligne la nécessité d'émettre des émissions de longue maturité afin de lisser le profil de la dette.

**Tableau 14 : Dettes État vers Entreprises Publiques**

Libellé	SODECA	SOCATEL	Total
Montant dû	5,15	3,25	8,40

Source: DDPE

**Tableau 15 : Dettes Entreprises Publiques vers Organismes Sociaux**

LIBELLE	ENERCA	SODECA	SOCATEL	TOTAL
CNSS	2,43	1,61	1,85	5,90
ACFPE	0,01	0,10	0,28	0,38
<b>Total</b>	<b>2,44</b>	<b>1,70</b>	<b>2,13</b>	<b>6,28</b>

Source: DDPE

**Tableau 16 : Situation globale Entreprises Publiques**

Entités	Dettes fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres dettes	Total
Sociétés d'Etat	2,30	1,18	16,01	9,72	28,21
Sociétés à participation majoritaire de l'Etat	0,07	0,00	0,00	0,00	0,07
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01
<b>TOTAL</b>	<b>2,37</b>	<b>1,18</b>	<b>16,01</b>	<b>9,73</b>	<b>29,29</b>

Source: DDPE

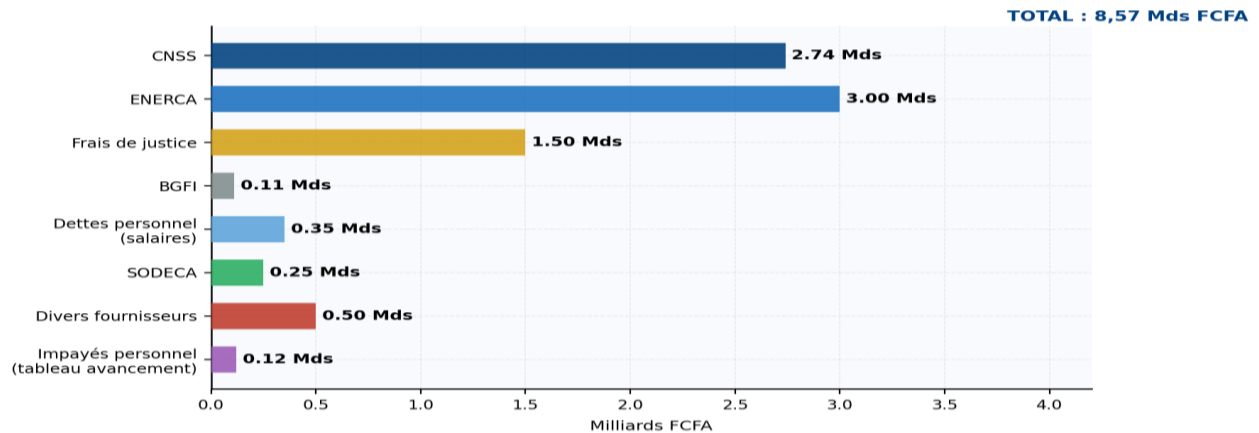
**Tableau 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui**

Libellé	Dettes (Mds FCFA)
CNSS	2,74
BGFI	0,11
ENERCA	3,00
SODECA	0,25
IMPEYES PERSONNEL MAIRIE TABLEAU D'AVANCEMENT	0,12
DIVERS FOURNISSEURS	0,50
FRAIS DE JUSTICE	1,50
DETTES DU PERSONNEL (salaires)	0,35
<b>TOTAL</b>	<b>8,57</b>

Source: DDPE



Figure 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier



Source : DDPE — Ministère des Finances et du Budget, RCA

**Encadré 15** : La dette de la Mairie de Bangui s'élève à 8,57 milliards FCFA, principalement concentrée auprès de ENERCA et CNSS qui représentent 84 % du total. Cette situation reflète des tensions persistantes de trésorerie nécessitant un plan d'assainissement et d'apurement progressif.



### XIII. CONCLUSION

Au premier trimestre 2026, la gestion de la dette publique de la République Centrafricaine reflète une résilience dans un contexte économique national et régional exigeant. L'encours global de la dette reste maîtrisé en dessous du critère de convergence de la CEMAC de **70 % du PIB**, s'établissant à **53,8%**. Néanmoins, l'absence de décaissements extérieurs significatifs et la dépendance accrue au marché domestique des Titres Publics créent des pressions importantes sur la trésorerie de l'État.

La persistance de dépassements sur des indicateurs clés, notamment le ratio du service de la dette sur les recettes publiques (**40,93 %**) au premier trimestre 2026), et la hausse continue des arriérés cumulés (**165,22 milliards FCFA**) soulignent l'urgence de mettre en œuvre des réformes structurelles. L'assainissement du portefeuille passe nécessairement par un allongement de la maturité des émissions de Titres Publics pour réduire le risque de refinancement, ainsi que par une mobilisation accrue des recettes fiscales intérieures.

Enfin, la résolution durable des dettes croisées entre l'État, les entreprises publiques et les organismes sociaux constitue un chantier prioritaire pour restaurer la viabilité financière des acteurs clés du secteur para-public et limiter les passifs conditionnels pesant sur le budget de l'État.



## XIV. NOTE MÉTHODOLOGIQUE, ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE

### 1 - Couverture Statistique

Les données présentées dans ce bulletin couvrent la dette de l'Administration Centrale (Gouvernement central), ainsi que la situation de la dette des principales entreprises publiques (ENERCA, SODECA, SOCATEL) et de la Mairie de Bangui au titre des passifs conditionnels.

### 2 -Taux de Change

Les encours en devises sont convertis en Francs CFA aux taux de change de fin de période communiqués par la Banque des États de l'Afrique Centrale (BEAC) au 31 mars 2026.

### 3- Sources des Données

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP), Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), Ministère des Finances et du Budget · FMI World Economic Outlook (Avril 2026)



## LISTE DES TABLEAUX

<i>Tableau 1 : Décomposition de la variation du stock de dette (à fin mars 2026) .....</i>	4
<i>Tableau 2 : Situation des émissions de Titres Publics T1(2026) .....</i>	6
<i>Tableau 3 : Détenteurs des Titres Publics .....</i>	7
<i>Tableau 4 : Décaissements par créancier T1 (2026) .....</i>	8
<i>Tableau 5 : Service prévisionnel de la dette à fin mars 2026 .....</i>	9
<i>Tableau 6: Règlements effectifs de la dette .....</i>	10
<i>Tableau 7 : Évolution des arriérés entre à fin Mars 2026 (Milliards FCFA) .....</i>	11
<i>Tableau 8 : Évolution des Encours à fin mars 2026 .....</i>	12
<i>Tableau 9 : Évolution du Stock (Encours + arriérés cumulés) .....</i>	13
<i>Tableau 10 : Répartition par devise à fin mars 2026.....</i>	14
<i>Tableau 11 : Indicateurs de coûts et risques du portefeuille de la dette publique .....</i>	17
<i>Tableau 12 : Indicateurs de viabilité.....</i>	18
<i>Tableau 13 : Dettes État vers Entreprises Publiques .....</i>	21
<i>Tableau 14 : Dettes Entreprises Publiques vers Organismes Sociaux.....</i>	21
<i>Tableau 15 : Situation globale Entreprises Publiques .....</i>	21
<i>Tableau 16: Situation de la dette de la Mairie de Bangui.....</i>	21
<i>Tableau 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui.....</i>	22



## LISTE DES FIGURES

<i>Figure 1 : Décomposition du flux de la dette publique (Mds FCFA) à fin mars 2026.....</i>	<i>5</i>
<i>Figure 2: Evolution des levées de fonds du Marché des Titres Publics à fin mars 2026.....</i>	<i>6</i>
<i>Figure 3: Part des détenteurs des Titres Publics de la RCA (Fin Mars 2026, en Mds FCA).....</i>	<i>8</i>
<i>Figure 5: Evolution du service prévisionnel à fin mars 2026.....</i>	<i>9</i>
<i>Figure 6: Evolution des règlements effectifs VS service prévisionnel de la dette à fin mars 2026.....</i>	<i>10</i>
<i>Figure 7: Evolution des arriérés cumulés à fin mars 2026.....</i>	<i>11</i>
<i>Figure 8: Evolution des encours à fin mars 2026.....</i>	<i>13</i>
<i>Figure 9: Evolution du stock à fin mars 2026.....</i>	<i>14</i>
<i>Figure 10: Composition du portefeuille de la dette publique par devise (fin Mars 2026).....</i>	<i>15</i>
<i>Figure 11: Ventilation de la dette publique par créancier (en % du stock, fin mars 2026).....</i>	<i>15</i>
<i>Figure 12: Indicateurs de viabilité de la dette publique de la RCA (Fin Mars 2026).....</i>	<i>19</i>
<i>Figure 13: Projection du service de la dette publique de 2026- 2045 (en Mds FCFA).....</i>	<i>20</i>
<i>Figure 14: Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier.....</i>	<i>22</i>
<i>Figure 15 : Profil mensuel : Principal et Intérêts (Mds FCFA).....</i>	<i>23</i>
<i>Figure 16: Profil de remboursement mensuel des Titres Publics (BTA et OTA) à fin mars 2026.....</i>	<i>23</i>
<i>Figure 17: Situation de la dette de la Mairie de Bangui par créancier.....</i>	<i>23</i>



## SIGLES ET ABREVIATIONS

Abréviation	Signification
ATM	Average Time to Maturity (Durée moyenne jusqu'à la maturité)
ATR	Average Time to Refixing est "Durée moyenne avant réajustement des taux"
BAD	Banque africaine de développement
BADEA	Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BTA	Bons du Trésor Assimilables
BDEAC	Banque de développement Economique en Afrique Centrale
CNY	Yuan chinois
DTS	Droits de tirages spéciaux
EUR	Euro
FAD	Fonds africain de développement
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FSD	Fonds Saoudien pour le développement
IDA	Association internationale de développement
JPY	Yen japonais
KWD	Dinar koweïtien
OAT	Obligations assimilables du Trésor
PIB	Produit intérieur brut
SAR	Riyal Saoudien
UC :	Unité de compte
USD	United States dollar
FMI	Fonds Monétaire International
BEAC	Banque des Etats de l'Afrique Centrale



## GLOSSAIRE

**Concessionnalité** : S'entend de tout financement accordé à des conditions substantiellement plus généreuses que celles du marché. L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale ainsi que le FMI classifient comme concessionnels les prêts dont l'élément de libéralité est d'au moins 35 pour cent.

**Dettes** : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou de verser des intérêts.

**Dettes extérieures** : Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements dus par des résidents d'une économie à des non-résidents,

**Dettes publiques** : Dette résultant d'emprunts contractés par l'État ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non-résidentes, ou bien, l'ensemble des engagements financiers de l'État envers ses créanciers

**Encours de la dette** : Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.

**Garantie publique** : Garantie accordée par l'État et/ou ses démembrements.

**Passifs conditionnels** : Obligations qui ne se concrétisent que si un ou plusieurs événements particuliers se produisent.

**Ratio dette/PIB** : Indicateur de soutenabilité comparant l'encours de la dette au PIB nominal.

**Risque de change** : Incertitude liée à la variation future du taux de change d'une monnaie par rapport à une autre.

**Risque de refinancement** : Risque de devoir contracter un nouveau financement pour honorer des échéances existantes dans des conditions défavorables.

**Service de la dette** : Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les charges liées à l'emprunt, notamment intérêts et commissions. Somme des amortissements du principal et des paiements d'intérêts.

**Soutenabilité de la dette** : Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures sans accumulation d'arriérés ni rééchelonnement.

**Stock** : Encours augmenté des arriérés et obligations reconnues.

**Valeur actuelle** : Montant total actualisé d'une série de paiements futurs.

**Viabilité de la dette** : Situation dans laquelle l'évolution des principaux ratios de dette demeure compatible avec les normes de soutenabilité.

*Pour toute question relative à ce bulletin, contacter la Direction de la Dette et Portefeuille de l'Etat à l'adresse :*

*Ministère des Finances et du Budget, Avenue Abdel Gamal Nasser. BP : 912 Bangui RCA*

*Tel : (+236) 21 61 38 28/21 61 46 15/Fax 21 61 41 87*

*Site : [www.minfb-rca.org/mail](http://www.minfb-rca.org/mail) : [cabinetmfb@yahoo.fr](mailto:cabinetmfb@yahoo.fr)*

